



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

DELEGATION CENTRE EST  
17 rue Notre Dame des Pauvres  
B.P. 10075  
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY CEDEX

**PROCEDURE MAPA  
N°25.06.028**

**ACCORD-CADRE DE DEVELOPPEMENT  
INFORMATIQUE POUR UN LOGICIEL DE  
HELPDESK ET PRESTATIONS ASSOCIEES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

La présente procédure est soumise au code de la commande publique entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019.

## SOMMAIRE

Autorité publique contractante, personne responsable du marché : .....	3
Article 1 - OBJET – FORME DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre .....	4
1.2 procédure .....	4
1.3 forme de l'accord-cadre.....	5
1.4 Prestations s'exécutant par l'émission de bons de commande .....	5
1.5 Prestations donnant lieu à la conclusion d'un marché subséquent .....	5
1.6 Durée de l'accord-cadre .....	6
Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
2.1 Documents contractuels de l'accord-cadre.....	6
2.2 Documents contractuels du marché subséquent .....	7
2.3 Stipulations communes.....	7
Article 3 -     MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	7
3.1 Délai d'exécution .....	7
3.2 Lieu de livraison et d'installation .....	8
3.3 Description des prestations et des livrables .....	8
3.3 Garantie et maintenance .....	9
3.4 Suivi du marché.....	10
3.5 Opérations de vérification et d'admission .....	10
Article 4 – PRIX.....	11
Article 6 – AVANCE .....	11
Article 7 – ACOMPTES / PAIEMENT PARTIEL ET DEFINITIF .....	11
Article 8 - MODALITES DE REGLEMENT .....	11
8.1 – Présentation des factures .....	11
8.2 – Facturation – Facture Electronique .....	12
8.3 - Délai de paiement et intérêts moratoires.....	13
Article 9 – PENALITES .....	13
Article 10 – LITIGES.....	14
Article 11 - DEROGATIONS CCAG/FCS .....	14

**a) Personne publique contractante :**

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour les besoins de de la délégation Centre-Est du CNRS.

**b) Personne Responsable des Marchés et Ordonnateur des paiements :**

La Déléguée Régionale,  
17 rue Notre-Dame-des pauvres  
54519 VANDOEUVRE LES NANCY

**c) Comptable assignataire des paiements :**

L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Centre Est du CNRS ;  
17, rue Notre Dame des Pauvres  
BP 10075  
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

**d) Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés et la cession de créance résultant du marché est :**

La Déléguée Régionale pour la délégation Centre Est du CNRS  
17, rue Notre Dame des Pauvres  
BP 10075  
54519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

# Article 1 - OBJET – FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

### Contexte :

La délégation régionale Centre- Est représente le CNRS pour les régions du Grand Est (hors Alsace) et de la Bourgogne Franche Comté. Elle regroupe 8 services (ressources humaines, financier, communication, accompagnement aux projets de recherche, patrimoine, informatique, juridique et institutionnel, prévention et sécurité) pour environ 70 personnels. Situés à Vandoeuvre les Nancy, ces services accompagnent au quotidien nos 60 laboratoires de recherche présents sur l'ensemble de notre territoire (majoritairement présents dans les villes de Dijon, Nancy, Besançon et Reims). Un laboratoire de recherche (une Unité Mixte de recherche – UMR) est composé de chercheurs et d'ingénieurs CNRS (soit environ 1300 personnels nous concernant en centre Est) mais également des enseignants chercheurs et ingénieurs d'autres établissements (universités principalement) travaillant ensemble sur les mêmes thématiques de recherche (soit environ 4000 personnels).

Le SSI de la délégation utilise le logiciel OsTickets pour la gestion des demandes informatiques. Celui-ci est également utilisé de façon ponctuelle pour deux équipes de quelques personnes, une au service Financier et une au service Ressources Humaines.

La délégation Centre Est veut étendre la gestion des demandes à l'ensemble de son catalogue de services. Elle souhaite donc se doter d'un logiciel moderne et complet pour la gestion des demandes. L'outil devra intégrer l'ensemble des services rendus par la délégation à ses agents et ses laboratoires. Il devra proposer une interface simple et intuitive pour les demandeurs et les gestionnaires des demandes. L'outil devra également fournir des fonctionnalités de gestion des actifs informatiques (matériels, virtuels, périphériques) pour le SSI.

La solution **iTop** a été retenue par la délégation Centre-Est afin de disposer d'un logiciel modulaire et Open Source répondant aux principaux besoins de l'établissement au niveau helpdesk. D'autre part, l'établissement souhaite s'engager à terme dans une démarche ITIL / CMDB, en s'attachant à promouvoir l'usage de solutions libres.

**Le présent marché a pour objet l'acquisition, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, et la maintenance en conditions opérationnelles de la solution Helpdesk iTop.**

<b>Code NACRE :</b>	ID.16
<b>Code CPV :</b>	72211000

## 1.2 PROCEDURE

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, conformément aux dispositions de l'article L2123-1 du code de la commande publique.

### 1.3 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le contrat conclu est un **accord-cadre mixte au sens de l'article R2162-3 du Code de la Commande Publique**. Il **s'exécute en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande**. Les prestations relevant des différentes parties de l'accord-cadre sont identifiées aux articles 1.4 et 1.5 du présent document.

**L'accord-cadre est conclu avec un titulaire, sans minimum en valeur comme en quantité et avec un maximum de 130 000€ HT sur toute la durée du contrat.**

### 1.4 PRESTATIONS S'EXECUTANT PAR L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE

Cette partie concerne notamment :

- la phase d'assistance à maîtrise d'ouvrage (volet 1 du BP) ;
- le volet 3 du BP.

Ces prestations sont fondées sur les tarifs prévus dans le bordereau des prix (BP) et seront commandées au fur et à mesure de la survenance des besoins, **à l'exception de la phase d'AMO, qui fera l'objet d'un bon de commande dès la notification du présent accord-cadre.**

Les autres prestations décrites dans le BP, notamment le volet 3, pourront également faire l'objet de commandes ponctuelles selon les besoins. Seules les quantités réellement exécutées donneront lieu à facturation.

Ces bons de commande sont signés par le représentant légal du CNRS ou par son délégataire et, par dérogation aux stipulations de l'article 3.1 du CCAG TIC, sont notifiés au titulaire par le service émetteur, par voie postale, par courrier électronique ou par télécopie, à l'initiative de l'émetteur.

Ces bons de commande mentionnent notamment :

- La référence du contrat ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation de la prestation dont l'exécution est demandée ;
- La période concernée ;
- Le montant de la commande ;
- Le lieu d'exécution et le service destinataire ;
- Les coordonnées de la personne à contacter avant l'exécution ;
- Le numéro de commande attribué par l'Université.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande et les prix contractuels, le titulaire est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande.

### 1.5 PRESTATIONS DONNANT LIEU A LA CONCLUSION D'UN MARCHE SUBSEQUENT

#### **Marché subséquent 1 :**

À l'issue de la phase d'AMO, et en fonction des fonctionnalités choisies et retenues dans le cadre de l'accompagnement réalisé, un marché subséquent sera conclu pour la phase de conception et de paramétrage d'iTop, en lien avec le SSI de la délégation Centre-Est.

Ce marché sera fondé, notamment, sur les éléments du Bordereau des Prix (volet 2) transmis par le soumissionnaire, correspondant aux prix unitaires des modules, ainsi que, le cas échéant, sur des devis pour les fonctionnalités non prévues dans le BP mais rendues nécessaires à la suite des échanges intervenus durant la phase d'AMO.

### **Autres marchés subséquents :**

En cours d'exécution de l'accord-cadre, si le CNRS identifie un besoin en modules ou fonctionnalités non prévus initialement dans le cadre du développement des éléments natifs de l'application, ces prestations pourront faire l'objet d'un **marché subséquent**.

Ce marché subséquent sera initié par une **demande de devis** émise par le CNRS auprès du titulaire. Le devis devra détailler les prestations proposées, les délais d'exécution, ainsi que les coûts associés, sur la base des éléments techniques et fonctionnels communiqués par le CNRS.

La commande des prestations ne pourra intervenir qu'après **validation écrite du devis** par le CNRS, selon les modalités prévues dans le présent accord-cadre.

## **1.6 DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification.

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa date de démarrage. Cette date de démarrage sera notifiée au titulaire par ordre de service.

L'accord-cadre est reconductible trois fois pour une période de douze mois, portant sa durée totale à 48 mois maximum.

Cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Le CNRS peut cependant décider de ne pas reconduire le contrat. Elle en avise alors le titulaire via la plateforme de dématérialisation PLACE au plus tard un mois avant l'expiration de la période en cours.






Le titulaire ne peut s'opposer à cette non-reconduction, dès lors qu'une telle décision du représentant légal de l'Établissement ou de son délégataire lui a été notifiée.

## **Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

### **2.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TIC, le présent marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

-  L'Acte d'Engagement (AE) ;

-  Le bordereau des prix (BP), complété le cas échéant par le BPU fourni par le titulaire au titre du volet 2.
-  Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP) ;
-  Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
-  Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1er avril 2021) ; désigné « CCAG TIC » dans le présent CCAP ;
-  Le mémoire technique du titulaire, comprenant notamment le planning d'exécution sur lequel il s'engage contractuellement.

## 2.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHE SUBSEQUENT

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre selon leur ordre et spécificités cités à l'article 2.1 du présent CCAP ;
- La demande de chiffrage formulée par le CNRS, sur la base notamment des prix unitaires mentionnées au BP ;
- L'offre transmise pouvant prendre la forme d'un devis ;
- Le mémoire technique du titulaire du marché subséquent le cas échéant.

Les marchés subséquents peuvent également prévoir l'ajout d'autres pièces contractuelles. Ces pièces seront listées dans le marché subséquent concerné.

## 2.3 STIPULATIONS COMMUNES

Les obligations contractuelles définies *supra* expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du marché.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

# Article 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

## 3.1 DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution de la partie AMO sera celui proposé par le titulaire au titre de son offre.

L'ensemble des prestations objets du marché subséquent 1 (développement, intégration, acquisition, et formation initiale) doit être réalisé avant fin octobre 2025.

S'agissant des bons de commande suivants, le délai sera, sauf disposition contraire, celui indiqué dans le bon de commande.

S'agissant des marchés subséquents, le délai applicable sera celui indiqué dans chacun d'eux.

Passé ce délai, le CNRS pourra appliquer les pénalités prévues à l'article 13 du présent document.

### **3.2 LIEU DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION**

La livraison de la solution ou des éléments, modules, etc. sera défini par le groupe de pilotage du CNRS en lien avec le titulaire durant la ou les réunions dédiées au cours de l'exécution du marché.

Les principaux interlocuteurs pour l'exécution du présent accord-cadre sont à Vandœuvre-lès-Nancy.

Des déplacements seront à prévoir sur site, à l'adresse suivante :

**CNRS Centre-Est**  
**17 rue Notre-Dame des Pauvres**  
**54519 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex**

### **3.3 DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET DES LIVRABLES**

#### **Phase 1 de la prestation : Assistance à maîtrise d'ouvrage :**

Le titulaire accompagne la délégation régionale dans la mission d'étude et de définition des besoins. À ce titre, il intervient notamment sur les points suivants :

- le recueil et l'analyse des besoins techniques (définition des modules nécessaires et de la maintenance associée en fonction des besoins) ;
- l'élaboration et la complétude d'un tableau de fonctionnalités, sur la base de celui présenté en annexe du CCTP, afin de définir les fonctionnalités indispensables et de les hiérarchiser selon les fonctions du logiciel ;
- conseil sur la version la plus adaptée ;
- le suivi de la conformité entre les besoins exprimés et les livrables fournis ;
- en fonction des modules et des options choisis le titulaire devra conseiller sur la définition de la MCO la plus adaptée. La maintenance en conditions opérationnelles devra notamment permettre :
  - Le suivi de la performance de la solution



- La correction des anomalies
  - Support de niveau 2 ou 3
  - L'application des mises à jour de sécurité ou correctives de iTop
  - La Supervision de l'intégrité des données (notamment la CMDB)
  - Les recommandations d'amélioration continue
- l'organisation d'ateliers avec les équipes de la délégation régionale, si nécessaire.

#### **Livrables :**

- Un tableau des fonctionnalités complété et ajusté en fonction des besoins, sur la base du tableau figurant en annexe du CCTP ;
- La définition des terminologies et des rôles associés (par exemple : usager, demandeur, gestionnaire, administrateur, etc.) ;
- Un devis établi sur la base du tableau des fonctionnalités, listant les modules et options nécessaires à leur mise en œuvre, ainsi qu'une mise à jour du tarif de la MCO associée, validée à l'issue de l'admission de la phase AMO.

Le marché subséquent 1, correspondant à la phase 2 du projet, sera établi sur la base du devis fourni en livrable à l'issue de la phase AMO.

#### **Phase 2 de la prestation : développement, intégration, acquisition, et formation initiale de la solution :**

Le titulaire conduira la conception et le paramétrage d'iTop en lien avec l'équipe SSI de la délégation régionale.

Cette phase fera l'objet d'un marché subséquent et aura pour objectif de commander le développement de l'application, sur la base des modules nécessaires pour répondre aux fonctionnalités identifiées comme indispensables et prioritaires lors de la phase AMO (cf. liste des fonctionnalités).

Cette phase fait l'objet d'un découpage par item :

#### **Item 1 : Installation et développement :**

- Installation de l'environnement de test (VM, Docker, ou autre environnement compatible)
- Personnalisation des modules d'iTop en fonction des besoins :
  - Gestion des incidents
  - Gestion des demandes
  - Gestion des changements
  - Base de connaissances
  - CMDB (inventaire matériel, logiciels, contrats, relations)
- Développement spécifique (si besoin) sous forme d'extensions iTop
- Mise en œuvre de l'authentification (LDAP/AD, SSO)
- Mise en place des rôles, droits et workflows

#### **Item 2 : recette et mise en production**

- Tests fonctionnels et validation avec les utilisateurs clés ;
- Rédaction du PV de recette ;
- Mise en production sur l'infrastructure cible ;
- Rédaction de la documentation utilisateur et technique.

### **Item 3 : accompagnement et transfert de compétences**

- Formation des utilisateurs (agents support, DSI, administrateurs) ;
- Remise des sources, scripts d'installation, fichiers de configuration ;
- Support au démarrage (2 à 4 semaines selon les besoins).

### **Phase 3 (optionnelle) : Acquisition de modules complémentaires en cours d'exécution**

En cours d'exécution de l'accord-cadre, si le CNRS identifie un besoin en modules ou fonctionnalités non prévus initialement dans le cadre du développement des éléments natifs de l'application, ces prestations pourront faire l'objet d'un marché subséquent.

Ce marché subséquent sera initié par une demande de devis émise par le CNRS auprès du titulaire. Le devis devra détailler les prestations proposées, les délais d'exécution, ainsi que les coûts associés, sur la base des éléments techniques et fonctionnels communiqués par le CNRS.

La commande des prestations ne pourra intervenir qu'après validation écrite du devis par le CNRS, selon les modalités prévues dans le présent accord-cadre.

### **3.3 GARANTIE ET MAINTENANCE**

A compter de la date d'admission, les prestations sont garanties gratuitement contre tout vice de développement ou défaut pendant une durée minimale d'une année.

En respect de l'article 30 du CCAG TIC et au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au CNRS.

Comme indiqué à l'article 5.1 du CCTP, en parallèle, le CNRS s'engage à acheter 3 ans de prestation de maintenance au travers du marché subséquent 1.

Ces prestations de maintenance pourront être reconduites à travers les prestations indiquées dans le BP.

### **3.4 SUIVI DU MARCHÉ**

Un groupe de suivi du marché sera constitué après la notification du marché. La première réunion de pilotage fixera la feuille de route pour la périodicité du suivi des prestations.

### **3.5 OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION**

Par dérogation à l'article 24 du CCAG TIC, le CNRS n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Néanmoins, le titulaire peut contacter le CNRS pour avoir connaissance de ces dates et heures pour pouvoir assister aux opérations de vérification.

Pour ce faire, il s'adresse au conducteur du projet pour le CNRS.

Ces opérations de vérification prendront la forme d'une vérification d'aptitude et d'une vérification de service régulier, pour chaque phase, conformément à l'article 32 du CCAG TIC.

## **Article 4 – PRIX**

---

L'accord-cadre est conclu à prix global et forfaitaire pour les prestations exécutées par la conclusion de marchés subséquents. Le marché subséquent sera établi sur la base des prix unitaires indiqués dans le volet 2 du bordereau des prix, le cas échéant complété par un devis pour les modules non prévus au BP.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires, s'agissant des prestations du BP s'exécutant par l'émission de bons de commande, selon les prix indiqués dans celui-ci (volet 1 et volet 3).

Les prix comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre.

**Les prix TTC sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.**

Les prix applicables au présent accord-cadre sont fermes pendant toute la durée du contrat.

## **Article 5 – AVANCE**

---

Pour chaque marché subséquent ou bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, le montant de l'avance est égal à 30 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent ou du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

## **Article 6 – ACOMPTES**

---

Sans objet

## **Article 7 - MODALITES DE REGLEMENT**

---

### **7.1 – PRESENTATION DES FACTURES**

Toutes les factures doivent être transmises directement au service central chargé de réceptionner les factures, dans le respect des éléments mentionnés au présent article. Afin d'optimiser le temps de traitement des factures, il est impératif que la référence de la commande soit précisée sur chaque facture.

**Les factures devront être adressées au CNRS-SCTD TSA 51003 F-54500 VANDOEUVRE LES NANCY**

Les factures afférentes aux paiements, doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- Les référence du bon de commande (objet et numéro + numéro de SIRET du Titulaire)
- Le numéro de marché, qui sera communiqué au moment de la notification du marché,
- La date d'exécution et le lieu d'exécution,
- Le montant hors taxe,
- Le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS (FR40180089013),
- Le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire (pour un fournisseur membre de l'Union européenne),
- Les pénalités éventuelles déduites,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises en euros.

L'omission des mentions précités dans la facture, entraine une suspension du délai global de paiement.




Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720);
- Le code service de l'entité CNRS facturée (MOY600)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.
- Le centre de facturation de l'unité : 0006

## **7.2 – FACTURATION – FACTURE ELECTRONIQUE**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-  Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
-  Par dépôt au format PDF
-  Par saisie en ligne dans le portail

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

### 7.3 - DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le règlement sera effectué après validation du service fait, par virement bancaire sur le compte du Titulaire. En cas de litige et notamment si le CNRS n'est pas satisfait de l'exécution des services, les paiements pourront être retardés jusqu'au règlement du litige.

Conformément aux dispositions des articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de **30 jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le Titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « *la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points* ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Délégée Régionale pour la Délégation Centre-Est du CNRS.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Centre-Est du CNRS.

## Article 8 – PENALITES

---

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'application des pénalités qu'il encourt n'exclut pas l'application d'éventuelles décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet que le CNRS peut prendre en application de l'article 34 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros HT.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, une pénalité de 60 euros pourra être appliquée par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable en cas de retard dans l'exécution des prestations.

Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

## **Article 9 – LITIGES**

---

En cas de difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Le tribunal administratif de Nancy est seul compétent.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation de la prestation.

## **Article 10 - DEROGATIONS CCAG/FCS**

---

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG TIC ;

L'article 4.5 du présent CCAP déroge aux articles 24 du CCAG TIC ;

L'article 4.5 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG TIC ;

L'article 11 du présent CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG TIC.